

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@gmail.com

LIBRE DÉBAT

Cafouillage dans la comptabilisation de la période du service national dans le calcul de la retraite proportionnelle et sans condition d'âge

En répondant à une question orale d'un député lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) du jeudi 13 novembre 2014, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed El Ghazi, a bien affirmé que «la durée du service national ne sera pas comptabilisée dans le calcul de la retraite proportionnelle ou sans condition d'âge (avant 60 ans) en ce sens que cela impliquerait la mobilisation de ressources financières supplémentaires».

En précisant que «le travailleur bénéficie, à sa demande, de ce type de retraite, au moment où il est en mesure de poursuivre sa carrière professionnelle jusqu'à 60 ans». Et d'ajouter : «La retraite proportionnelle ou sans condition d'âge exige la mobilisation de ressources financières supplémentaires, ce qui pourrait impacter négativement les équilibres financiers de la Caisse nationale de retraite.» Et de souligner que de telles mesures «sont à même de réduire le nombre de travailleurs qui cotisent au système de retraite et d'augmenter celui des bénéficiaires de la retraite anticipée». Il a aussi affirmé, dans ce sens, que les caisses de retraite «devraient être soumises à une gestion efficace afin de préserver le droit des générations futures à la retraite». Le député «poseur de la question» a tout simplement acquiescé à la réponse du ministre et aucun commentaire ne lui a été apporté alors que :

1- Le même député a normalement participé aux débats et surtout à la «légifération» de la nouvelle loi n°14/06 du 9 août 2014 relative au service national et particulièrement à son article 70 qui pourtant stipule : «Le temps de service national est compté pour sa durée effective dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement et la retraite conformément à la législation et la réglementation en vigueur. Il est considéré comme une période d'expérience professionnelle pour le recrutement.»

Le ministère de tutelle et la CNR ont commis une très grave erreur !

2- La presse nationale et notamment les journaux *Echourouk* du 6 novembre 2014, *El Mihwar* du 8 novembre 2014, *El Khabar* du 9 novembre 2014 et même le journal télévisé de l'ENTV, ont tous annoncé la nouvelle sur la comptabilisation de la période du service national même dans les cas de retraite proportionnelle et sans condition d'âge, et ce, suite à la nouvelle loi n°14/06 du 9 août 2014 relative au service national d'une part, et d'autre part, suite à la nouvelle instruction n°13 du mercredi 5 novembre 2014 de la direction générale de la CNR déjà diffusée aux différentes agences CNR pour application.

Cette instruction dont nous avons pu nous procurer une copie via internet à partir du site : sonatrach.forum-box.com (forum «Khadamines Sonatrach», rubrique retraite et préretraite) émane bien de la direction générale de la CNR et a bel et bien été déjà diffusée aux différentes agences locales CNR avec instruction de procéder désormais à tenir compte de la période du service national pour le calcul de la pension de retraite dans les cas de départ à la retraite dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n°97/13 du 31 mai 1997, et ce, à compter de la date de parution de la loi relative au service national (le 9 août 2014) pour

les nouveaux dossiers et de procéder à la révision des dossiers déjà liquidés en prenant cette même date comme date d'effet de la révision». Cette instruction rappelle dans son 1^{er} paragraphe que «la législation en matière de retraite telle qu'appliquée depuis 1983 à ce jour ne tient compte de la période d'accomplissement des obligations du service national pour le calcul de la pension de retraite que dans le cas du départ à l'âge légal (60 ans). Les départs en retraite proportionnelle ou sans condition d'âge en étaient exclus». Dans son 2^e paragraphe, elle explique que «la loi n°14/06 du 9 août 2014 relative au service national intervient pour mettre un terme à cette différence dans le traitement entre les dossiers de retraite quelle qu'en soit la forme, et ce, à la faveur des dispositions de son article 70 qui stipule que «le temps du service national est compté pour sa durée effective dans le calcul de l'ancienneté de service exigée pour l'avancement et la retraite»».

La nouvelle loi sur le service national ne peut pas modifier la loi relative à la retraite

Enfin, dans 3^e paragraphe, «elle instruit désormais, les directeurs d'agences et responsables des pensions à tenir compte de la période du service national pour le calcul de la pension de retraite dans les cas de départ à la retraite dans le cadre des dispositions

de l'ordonnance n°97/13 du 31 mai 1997, et ce, à compter de la date de parution de la loi relative au service national (le 9 août 2014) pour les nouveaux dossiers et de procéder à la révision des dossiers déjà liquidés en prenant cette même date comme date d'effet de la révision». Pour les retraités concernés, j'espère que ce quiproquo provient des aléas de la procédure des questions au gouvernement qui, peut-être, ont été posées bien avant la promulgation de la nouvelle loi sur le service national du 9 août 2014, et par conséquent la réponse fut également préparée avant la promulgation de cette loi.

Enfin, je rappelle qu'en réponse aux nombreuses sollicitations des lecteurs du journal *Le Soir d'Algérie*, rubrique «Soir Retraite» à propos des années du service national et de leur prise en compte dans le calcul de la retraite, ce même journal (*Le Soir d'Algérie* du mercredi 12 novembre 2014) avait bien mis en exergue la loi relative à la retraite et avait conclu que cette loi reste inchangée, et donc seuls ceux qui partent à la retraite à l'âge légal de 60 ans bénéficient des années du service national.

J'espère qu'il s'est trompé car il n'a pas du tout fait allusion à la nouvelle loi n°14/06 du 9 août 2014 relative au service national et notamment son article 70 cité plus haut. Les jours à venir nous montreront qui a raison et qui a tort.

M. Benmoumene, Aïn Defla, 44 000

COURRIER DES LECTEURS

Demande d'éclaircissements

J'aimerais savoir si la nouvelle loi sur le service national concernant la comptabilisation de la période du service national pour sa durée effective dans la retraite sera élargie aux Algériens ayant déjà accompli leur devoir national avant la publication de cette loi dans le JO du 10 août 2014. Merci.

Amar Nafaa

Pas avant l'âge légal...

Avant tout je tiens personnellement à remercier tous ceux qui, dans le «Soir Retraite», contribuent de manière fantastique à apporter une grande aide aux préoccupations légitimes de tous les retraités. Quant à ma question, elle est toute simple : est-ce que les deux années du service national sont comptées automatiquement pour celui qui n'a pas comptabilisé 32 années de cotisations dans le système départ à l'âge légal de 60 ans ? Exemple : si j'ai 30 années de cotisations à 60 ans, pourrai-je prétendre à une retraite complète à 80% ? Je vous remercie à l'avance pour votre réponse.

Cherfaoui Amine, Alger

...de 60 ans !

Est-ce que les années du service national sont calculées dans la retraite ?

Hassène

La loi est claire

Je voudrais savoir quel le devenir de la dernière note adressée aux différentes agences de CNR pour la comptabilisation des 2 années de service national en application de la nouvelle loi régissant le service national. Mes salutations.

A. Mahor Bacha

3 années de formation militaire

J'ai étudié 3 ans dans une école paramilitaire (Enpei, Rouiba). Par la suite j'ai intégré l'université et le monde du travail. Je voudrais savoir si les 3 années passées à l'armée seront comptabilisées dans le calcul de la retraite, sachant que j'avais un pré-salaire et étais assuré à la caisse militaire. Merci pour votre réponse. Cordialement.

Mohamed Arezki Chibane

RÉPONSE : Oui, si dans les cotisations de sécurité sociale versées il y avait une quote-part retraite.

Instruction illégale

Permettez-moi de porter une petite rectification à la réponse faite à M. Salah d'Alger concernant le calcul des années du service national pour la retraite (voir note CNR en attaché). Cordialement.

Kamel K.

RÉPONSE : C'est la CNR qui a été dans l'erreur : instruction illégale !

Le Soir d'Algérie ne s'est pas trompé !

Avec son instruction n°13 datée du mercredi 5 novembre 2014 en application de la nouvelle loi relative au service national, la CNR a pris ses désirs pour des réalités ! Très grave erreur commise par le nouveau directeur général de la CNR, 10 jours à peine après son installation ! Lorsque je pris connaissance de cette instruction, je tombai des nues : comment pouvait-on prendre autant de libertés dans l'interprétation de l'article 70 de cette nouvelle loi relative au service national, alors que cet article était pourtant très clair ainsi que je l'expliquais dans «Le Soir Retraite» paru le mercredi 12 novembre 2014 (*), et que rien n'avait changé par rapport à l'ancienne loi sur le service national ? *Le Soir d'Algérie* ne s'était pas trompé, c'est plutôt la CNR qui a induit tout le monde en erreur, dont de très nombreux lecteurs concernés ! Et la CNR n'a même pas osé s'en expliquer, encore moins s'excuser. Sous d'autres cieux, le signataire de cette instruction «hors-la-loi» — le directeur général de la CNR en l'occurrence — aurait pris les devants en démissionnant, n'attendant même pas d'être limogé. Même le ministère de tutelle est demeuré

étrangement silencieux face à cette très grave erreur, alors que sa responsabilité est entière puisqu'il a donné son aval à la diffusion de cette instruction de la CNR, s'il n'a pas été à son origine. Deux faits étranges à signaler, le premier, à l'actif de la CNR : la précipitation à mettre en application une loi qui aurait eu de graves conséquences pour la situation financière, déjà très précaire, de la CNR ; le second à mettre sur le compte du ministre de tutelle, qui à la question d'un député relative à la prise en compte des années du service national pour le calcul de la pension avant le départ à la retraite à l'âge légal de 60 ans, lors de la séance à l'APN du 12 novembre 2014 (soit une semaine après la diffusion de l'instruction de la CNR), avança un argument... financier pour justifier la non-prise en compte des années du service national ! Alors qu'il eut été plus simple de s'en tenir aux dispositions de la loi relative à la retraite, ni plus ni moins.

Djilali Hadjadj

(*)<http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2014/11/12/article.php?sid=170857&cid>

Le prochain «Soir Retraite» paraîtra le mardi 1^{er} septembre 2015

Le «Soir Retraite» fera une pause pendant tout le mois d'août.

Il reparaitra le mardi 1^{er} septembre 2015.

Nous reprendrons la publication du courrier en instance (courriel et postal) dès la rentrée. Bonnes vacances à nos lecteurs !